

Remaniement au Rwanda : départ des poids-lourds de Défense et Diplomatie

@rib News, 18/10/2018 Source AFP Le président rwandais Paul Kagame (photo, gauche) a procédé jeudi à un remaniement ministériel, avec notamment le remplacement aux Affaires Étrangères de Louise Mushikiwabo, membre de la tête de la francophonie et celui du très influent ministre de la Défense James Kabarebe (photo, droite), qui devient conseiller spécial du président.

Sans surprise, le remaniement vient entériner le départ de la ministre des Affaires Étrangères Louise Mushikiwabo, nommée le 12 octobre secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Mme Mushikiwabo est remplacée par Richard Sezibera, 54 ans, ancien secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (2011 - 2016) et ancien ministre de la Santé, indique le communiqué de la présidence. Plus inattendu est le départ d'un des piliers du régime, James Kabarebe, ministre de la Défense depuis 2010. Ce dernier occupera désormais le poste nouvellement créé de conseiller spécial du président pour les questions de sécurité. M. Kabarebe est remplacé à la tête de la Défense par le général Albert Murasira, issu comme lui des rangs de la Rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) qui mit fin au génocide de 1994 en s'emparant de Kigali puis du reste du pays. On ignorait jeudi la signification du départ de M. Kabarebe, personnage clé des conflits des Grands Lacs africains depuis plus de 20 ans. Deux ans après la prise du pouvoir de 1994, il est envoyé au Zaïre -- l'actuelle RDC -- combattre aux côtés du rebelle Laurent-Désiré Kabila, père de Joseph, l'actuel président de la RDC. Quand le régime de Mobutu s'effondre en 1997, Kabila père le fait chef d'État-major de l'armée congolaise. Quand les relations entre Kigali et Kinshasa se dégradent, Kabarebe, qui avait formé le jeune Joseph Kabila dans les maquis, quitte le pays en août 1998. Il devient une pièce maîtresse du pouvoir tutsi rwandais et sera toujours étroitement associé aux décisions ou campagnes concernant le Congo voisin. M. Kabarebe fait partie des sept proches du président Kagame inculpés en France dans l'enquête sur l'attentat de 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, considéré comme le déclencheur du génocide qui fit 800.000 morts selon l'ONU, principalement dans la minorité tutsi. Dans un réquisitoire définitif du 10 octobre, le parquet de Paris demande l'abandon des poursuites contre les sept inculpés, faute de "charges suffisantes". Rappelons, M. Kabarebe avait accusé l'Ouganda du président Yoweri Museveni de procéder à des arrestations illégales de Rwandais sur son sol et de soutenir d'ex-militaires rwandais en exil, des déclarations qui avaient envenimé un peu plus les relations déjà tendues entre Kigali et Kampala.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});